mediante
Service de médiation entre auteurs et victimes d'infraction

RAPPORT D'ACTIVITE

2014

IDENTIFICATION DU SERVICE

Nom : asbl MEDIANTE

Activité : Service de médiation agréé dans le cadre de la loi du 22 juin 2005 relative à la médiation en matières pénales

Coordonnées : Avenue Comte de Smet de Nayer, 1 bte 16
5000 NAMUR

☎ 081/22.66.60 🖷 081/22.77.60

E-mail :info@mediante.be

Sommaire

BILAN QUALITATIF 2014 3

I. Poursuite et finalisation d'un cadre de collaboration avec les Services d'aide aux détenus et aux justiciables (auteurs et victimes) 6

II. Formalisation et harmonisation des principes de collaboration avec les Services psycho-sociaux au sein des prisons 8

III. Sensibilisation des services de police et d'autres partenaires occasionnels 11

1. Les services de police 11

2. Autres partenaires occasionnels 13

IV. Activités parallèles dans les domaines de la formation, de la recherche et de la communication 17

1. Conférences, séminaires, formations 17

2. Formations suivies 19

3. Projets de recherche européens 21

4. Communication et média 23

V. Arrondissement germanophone d'Eupen 24

RAPPORT D'ACTIVITE QUANTITATIF 27

I. Tableaux statistiques par service 28

1. Antenne d'Arlon 28

2. Antenne de Bruxelles 30

3. Antenne de Charleroi 32

4. Antenne de Dinant 34

5. Antenne d'Eupen 36

6. Antenne de Huy 38

7. Antenne de Liège 40

8. Antenne de Marche 42

9. Antenne de Mons 44

10. Antenne de Namur 46

11. Antenne de Neufchâteau 48

12. Antenne de Nivelles 50

13. Antenne de Tournai 52

14. Antenne de Verviers 54

II. Données globales tous arrondissements confondus 56

ANNEXES 61

BILAN QUALITATIF 2014

INTRODUCTION

Sur le plan de l'activité proprement dite, à savoir, l'organisation de médiations et la gestioncourante des partenariats, le bilan de cette année est sensiblement analogue à celui de l'année 2013. Par contre, sur le plan structurel, desavancées très importantes se concrétisent ou se profilent et laissent enfin présager un impact significatif sur une application effective des principes directeurs de la loi de 2005 en matière d'offre de médiation.

Il s'agit,d'une part, de l'entrée en vigueur tant attendue de la **circulaire du Collège des procureurs généraux(Col 5/2014),**relative au devoir d'information du Ministère public sur l'offre de médiation et, d'autre part, du**transfert de compétences**vers les communautés, entraînant le regroupement cohérent d'un ensemble d'acteurs judiciaires et parajudiciairesau sein d'une même administration et d'un même pouvoir de tutelle.

La circulaire en question a été **publiée le 29 avril 2014** mais au vu de la complexité du dispositif d'information envisagé, il était réalistement impossible qu'elle soit immédiatement d'application**.** Un processus de concertation avec les différents parquets s'avère nécessaire pour définir les modalités d'application concrètes au sein de chaque arrondissement ou division. Ce processus a été initié dès la rentrée judiciaire de septembre par **une prise de contact avec les 3 parquets généraux des ressorts de Bruxelles, Liège et Mons**pour définir les grandes lignes de cette concertation. Il s'est poursuivi au cours du dernier trimestre 2014 par des concertations au niveau des magistrats de liaison locaux. Il est donc peu probable que les effets concrets de cette circulaire ne se vérifient avant le début 2015, mais on peut d'ores et déjà considérer qu'en cette matière, on est en passe de sortir de la longue période de stagnationde l'offre avant jugement, maintes fois décriée au cours de ces dernières années.

L'impactdu transfert des maisons de justice et des missions annexes aux Communautés **s'avère quant à lui nettement plus hypothétiqueen termes d'amélioration de la qualité de partenariat.** Cette évolution attendue repose sur l'hypothèse que la mise en place d'une collaboration structurelle autour de l'offre de médiation, sollicitée au cours de ces dernières années avec les maisons de justice et les services d'aide aux justiciable **serait grandement facilitée dès lors que ces services appartiennent au même pouvoir de tutelle.**Cela va dépendre de l'effectivité et de la qualité du processus de concertation prévu par les autorités chargées de la coordination de tous les services repris sous une même « administration justice ».

On ne saurait trop insister sur l'importance de finaliser une coopération formelle entre les missions maisons de justice et un service de médiation « non pénale ». On a souvent déploré l'ineffectivité de cette coopération dans nos rapports d'activité de

ces trois dernières années et que confirment à nouveau les chiffres de cette année en termes de relais d'offre de médiation via les maisons de justice : **76** relais 'auteurs' et **15** relais 'victimes' sur **894** demandes de médiation (***Tableau 3***)
Rappelons que nous avons été amenés à suspendre toutes démarchesde concertation avec les maisons de justice en l'absence de dispositions réglementaires légitimant formellement cette collaboration, de la même manière qu'une circulaire du Collège des procureurs généraux a défini les modalités de collaboration avec le Ministère public.

Une ouverture assez prometteuse semblait s'annoncer en ce début d'année 2014 lors d'une réunion avec le Directeur régional Maisons de justicequia pu prendre la mesure de la précarité paradoxale de cette collaboration dans la mesure où elle confirme l'absence (ou la disparition) préoccupante de perspective réparatrice au sein des missions maison de justice. Il a été envisagé que cette question serait traitée lors d'une réunion avec l'ensemble des directeurs de maison de justice, mais finalement ce point d'ordre du jour a été reporté sine die en raison de la nécessité prioritaire de prendre en compte les préoccupations générées par le transfert de compétences. Nous retenons de cette rencontre qu'elle a au moins eu le mérite d'identifier le problème et de renforcer la possibilité qu'il soit pris en compte dans le nouveau cadre institutionnel.

Outre ces évolutions sur le plan légal et politique ainsi que le vaste processus de concertation initié, en cette fin d'année, avec l'ensemble des parquets francophones, (dont on mesurera vraisemblablement l'impact en 2015), voici les grands axes des autres démarches de concertation et des activités parallèles mises en œuvre tout au long de cette année.

1. **Poursuite et finalisation d'un cadre de collaboration avec les Services d'aide aux justiciables.**

   Il s'agit d'une des premières démarches à visée structurelle en dehors des partenariats avec le parquet et les maisons de justice. Elle a étéinitiée en 2012 et est en voie d'aboutir à un cadre formel de collaboration particulièrement important dans un contexte de transfert de compétences où la question de la complémentarité des services devient centrale.

2. **Formalisation et harmonisation des principes de collaboration avec les Services psycho-sociaux au sein des prisons.**

   Cette démarche s'inscrit dans le même esprit que la précédente. Elle se traduit par une visite de tous les établissements avec la participation à une réunion avec les intervenants SPS, en présence des inspecteurs (trices) du SPS Central et d'un membre de la direction.

3. **Sensibilisation des services de polices et d'autres partenaires occasionnels.**

En raison des possibilités d'accès à une médiation au stade du dépôt de plainte (COL 5/2009), la collaboration avec les services de polices mériterait également de s'inscrire dans un cadre de partenariat formalisé et ne pas être assimilé à un « partenaire occasionnel ». Cependant, pour des raisons pratiques de faisabilité, il estdifficile d'envisagercette formalisation à court terme. Il s'agit donc ici de quelques rencontres ciblées,dictées par des opportunités locales.
Pour les mêmes raisons, nous avons également inclus dans cette rubrique une série d'échanges et d'activités avec le secteur de la justice des mineurs,qui se sont avérées particulièrement significatives cette année,

4. Activités parallèles dans les domaines de la communication,de la formation etde la recherche.

- *Interventionsauprès de diverses institutions d'enseignement (post-graduats, universités), accueil de stagiaires.*
- *Participation à des projets de recherche ou des échanges internationaux ; cette année a été particulièrement marquée par l'intérêt de professionnels d'autres pays européens de pouvoir s'inspirer du 'modèle belge' de médiation auteurs-victime.*
- *Participation à la finalisation du documentaire tv initié en 2013 par un réalisateur français.*

5. L'arrondissement germanophone d'EUPEN

Le transfert vers les communautés de certaines compétences en matière de justice concerne également la Communauté germanophone ; à cette occasion, il nous a paru opportun de faire un bilan spécifique de notre activité dans cet arrondissement.

I. POURSUITE ET FINALISATION D'UN CADRE DE COLLABORATION AVEC LES SERVICES D'AIDE AUX DETENUS ET AUX JUSTICIABLES (AUTEURS ET VICTIMES)

Depuis plus de deux ans,nous défendons la nécessité d'opérer un changementde méthode dans la manière de concevoir la collaboration avec une catégorie de partenaires qui, de par leur mission, se trouvent en position privilégiée pour assumer formellement un rôle d'information sur le droit à la médiation.L'enjeu est de pouvoir inscrire ces modalités de collaboration dans une convention plus ou moins formelle qui donnent aux intervenants de ces services des balises analogues à ce que la circulaire évoquée plus haut offre aux magistrats.

Les **services d'aide aux détenus et aux justiciables (auteurs et victimes)**appartiennent incontestablement à cette catégorie,ainsi que d'autres dont il sera question ultérieurement dans ce rapport(services psycho-sociaux au sein des prisons et leurdirection, services de police…). Il nous a paru important de pouvoir établir avec ces partenaires des principes de collaboration qui s'intègrent utilement dans leurs missions, qui soient légitimés par leur pouvoir de tutelle respectifet laissent moins de place aux appréciations subjectives.

Ces démarches ont débuté en 2012. A ce moment, les services d'aide aux détenus et les services d'aide aux justiciables dépendaient de pouvoirs de tutelle différents (la Fédération Wallonie-Bruxelles pour les premiers et la Région wallonne pour les seconds) mais également différents du nôtre… (SPF Justice). Ce décalage institutionnel ne semblait pas faire obstacle à la nécessité de consolider et formaliser la collaboration en raison de la proximité statutaire des deux missions. La médiation, consacrée par la loi du 22 juin 2005 comme un droit et une offre de service aux personnes impliquées dans une procédure judiciaire, constitue de fait une aide spécifique conjointe aux auteurs et aux victimes de par la possibilité de dialogue qui leur est offerte.

Les premières étapes de cette concertation ont été décrites dans nos rapports 2012 et 2013 :

- Le choix d'entamer la concertation avec le volet « aide aux détenus » en raison d'unemeilleure accessibilitédes interlocuteurs à ce moment, mais avec la perspective d'enclencher dès que possible la même démarche avec le volet « aide aux victimes » ;

- Une réflexion de fond à différents niveaux sur la plus-value d'une intégration de la médiation dans les missions des services concernés: au niveau du cabinetcompétent, de l'administration, des fédérations et des coordinateurs de service ;

- La rédaction d'une note de synthèse sur les principes de collaboration à discuter,au final, au niveau des intervenants pour en garantir une bonne application sur le terrain.

Cette année,la note a bien pu être finalisée après avoir fait l'objetd'une concertation directe avec les intervenants des services d'aide aux détenus[1]. Elle balise de manière concrète les points où la complémentarité des deux missions apporte précisément cette plus-value à l'aide à la réinsertion des détenus dès lors qu'il s'agit de prendre en compte les attentes des victimes. Les principaux points développés sont les suivants :

- Les critères de renvoi de dossiers lorsque le détenu souhaite convenir de modalités d'indemnisation des victimesou gérer les conditions de contacts avec celles-ci après la libération (mise à distance, attitude en cas de rencontre fortuite..) .

- Les modalités d'une collaboration plus intégrée dans des dossiers individuels : soutien psychologique éventuel par le SAD du détenu impliqué dans une démarche de médiation, synergies possibles en cas de gestion conjointe d'une situation.

- Soutien organisationnel et logistique des SAD dans l'organisation de médiations au sein de l'établissement pénitentiaire, notammentdans le cadre de leur mission de coordination locale socioculturelle.

Cependant, comme nous l'évoquions dans la note introductive, cette démarche de concertation structurelle qui, au départ avait été initiée pour optimaliser une collaboration entre deux secteurs d'intervention relativement autonomes, a fini par prendre une toute autre dimension dans le cadre du processus de transfert de compétences. Elle devient fort opportunément un outil intéressant en vue de clarifier la spécificité et la complémentarité de deux missions regroupées sous une même administration et un même pouvoir de tutelle. Et, à ce titre, nous espérons qu'elle puisse être prise en compte dans la réorganisation et l'articulation des services au sein de cette nouvelle administration « maisons de justice ».

Par ailleurs, la finalisation de ces principes de collaboration avec les services d'aide aux détenus a encouragé leurs coordinateurs à initier un processus analogue avec les services d'aide aux victimes, qui généralement sont repris dans la même structure « Aide Sociale aux Justiciables ». A ce niveau, l'enjeu sera beaucoup plus important compte tenu des réticences beaucoup plus ancrées de ce secteur.[2]

Dans l'attente d'une meilleure connaissance de la future organisation institutionnelle de ces services et des interlocuteurs politiques, nous avons fait le choix,avec les coordinateurs des services, de procéder par une succession de contactsbilatérauxau niveau local. A ce stade, une séquence de concertations utilesa débuté avec les services de Libramont, de Nivelles et de Huy.

[1]Cette note s'intitule **« Principes d'une collaboration structurelle entre les Services d'Aide aux Détenus et le**

[2] Le nombre respectif de relais vers un service de médiation opérés de ces deux pôles est particulièrement éloquent : **189 relais SAD contre 14 relais SAV** (*Tableau 3*), alors que, statistiquement, il se confirme nettement qu'il y a un intérêt analogue pour les deux parties. Voir rapport d'activité 2013 : lorsque l'offre de médiation est adressée conjointement aux deux parties, la médiation est initiée par les victimes dans **40%** des cas, auxquelles s'ajoutent les **66%** de victimes qui réagissent positivement à une médiation sollicitée par l'auteur.

II. FORMALISATION ET HARMONISATION DES PRINCIPES DE COLLABORATION AVEC LES SERVICES PSYCHO-SOCIAUX AU SEIN DES PRISONS

Ce processus de formalisation des principes de collaboration avec les services psycho-sociaux au sein des prisons a également été initié en 2012. Il est aussi en voie d'être finalisé cette année mais selon des modalités quelques peu différentes de celles adoptées avec les services d'aide aux détenus. A ce stade, il ne semble pas que l'on se dirige vers la rédaction d'une note reprenant formellement ces principes sans que cela ne soit exclu à terme.

Il est important de préciser que cette réflexion sur le rôle du SPS en matière de médiation a naturellement mené à devoir impliquer systématiquement **les directions des établissements pénitentiaires.** De ce fait, cela a permis d'élargir la question de l'offre de médiation et de traiter également les difficultés relatives aux conditions nécessaires au déroulement optimal d'une médiation en prison. Ces conditions peuvent être d'ordre logistique (accès aux informations, local approprié..) mais aussi relatives à la qualité des relations humaines (p.ex. sensibilisation des agents à un accueil respectueux des victimes). Cette problématique a déjà été évoquée dans nos rapports précédents. Il semble que l'on est en voie des trouver des espaces de concertation plus efficaces et plus formels pour la traiter.[3]

Rappelons que la démarchea débuté par une réflexion de fond menée avec les inspecteurs SPS au niveau de la DG Etablissements pénitentiaires sur base des difficultés et des bonnes pratiques de collaboration observées au cours des dernières années. Cela a conduit à définir le rôle spécifique de ces services en matière d'offre de médiation et les critères de confidentialité au niveau des échanges d'informations.

Ces principes ont été fixés lors d'une réunion au SPS central en mars 2014 et il a été convenu qu'ils soient communiqués dans toutes les prisons lors des prochaines réunions programmées avec les services SPS locaux en présence des inspecteurs (trices) du SPS central, d'un représentant de la direction et de Médiante.

Nous résumons ici le parcours de cette réflexion et les principes qui en ont découlé.

Dans la mesure où les critères d'indemnisation et d'attitude vis-à-vis des victimes entrent formellement en ligne de compte dans l'évaluation de l'octroi d'une libération conditionnelle, il apparaît évident que les détenus doivent être informés sur les possibilités de médiation sans discrimination. A cet égard, on constatait que l'information relayée au détenu par les intervenants SPS était souvent fondée sur des critères d'appréciation subjectifs, eux-mêmes dictés par des jugements non fondés sur les risques d'instrumentalisation de la victime.[4]

[3]Cela renvoie à des dispositions telles que l'accès aux données administratives utiles (jugement, coordonnées des victimes), modalités de signalements et de réception des demandes (billet de rapport, casier spécifique..), les locaux d'entretiens et de rencontre de médiation (adéquation en espace et en discrétion pour une gestion plus confortable des contacts délicats entres détenus et victimes..) et d'autres conditions relationnellesplus délicates à instiller telles que la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des victimes au sein des prisons.

[4] A plusieurs reprises dans ces rapports et dans d'autres écrits, nous avons déjà fait état des conditions méthodologiques d'intervention du service qui permettent clairement de démontrer que cette crainte classique et

Une première réaction a été de préconiser que l'offre de médiationsoit systématiquement communiquée par les intervenants SPSà tous les détenus dès lors qu'ils entrent dans la période d'admissibilité à la libération conditionnelle.

Il est apparu cependant que cette responsabilité d'offre générale ne pouvait incomber aux seuls intervenants SPS mais qu'elle devait faire partie intégrante de la politique pénitentiaire en matière de justice réparatrice. C'est à ce titre que l'implication de la direction de la prison était déterminante à ces réunions. Comme on le verra, cela a permis de définirun dispositif d'information bien intégré.

Quant au contenu des échanges avec le service de médiation, certains intervenants SPS nous renvoyaient occasionnellement qu'il leur était utile d'être informés de l'initiative d'un détenu d'entreprendre une démarche de médiation, s'agissant d'un élément d'évaluation de l'attitude vis-à-vis des victimes. Il a clairement été acté que ce retour d'information était inapproprié même de manière indirecte (p ex. via un courrier de type 'accusé de réception' adressé au détenu), et ce, pour deux raisons :

- une demande de médiation n'est pas un élément objectif pouvant être prise en compte pour attester d'une attitude positive vis-à-vis des victimes ; pour ce faire, il est plus pertinent de se référer à un éventuel accord formel entre l'auteur et la victime et surtout, à son exécution ;
- valoriser formellement une demande de médiation conduirait à renforcer le risque d'instrumentalisation de la démarche, ce qui, paradoxalement, était la crainte émise par les intervenants SPS pour justifier une offre sélective limitée à certains détenus.

Sur base de cette réflexion, voici le canevas des dispositions communiquées lors des réunions SPS planifiées à cette fin.

1. En concertation avec la direction de la prison, **un dispositif d'information générale** est mis en place, ou amélioré, en fonction des spécificités de l'établissement ; cela recouvre habituellement les dispositions suivantes: dépliants et affiches aux endroits appropriés, utilisation de canaux vidéo ou intranet (les affiches ne sont pas autorisées dans les nouvelles prisons…), mention dans la brochure d'accueil….

2. L'intervenant SPS peut continuer, s'il le souhaite, de proposer de manière proactive le recours à la médiation à certains détenus mais, à un moment de son suivi, il devra s'assurer que chaque détenu a bien été informé sur les possibilités de médiation ; le moment le plus opportun de le faire devrait coïncider généralement avec l'évaluation des démarches auprès des victimes. En quelque sorte**, cette vérification constitue le « dernier filet » garantissant le droit à l'information sur l'offre de médiation** ; le cas échéant, il l'informe de manière formelle en lui remettant un document précisant les objectifs de la médiation et les modalités concrètes d'accès au service. (voir annexe 2).

---

récurrente d'instrumentalisation de la victime est généralement infondée. Par ailleurs, cette discrimination dans l'offre est en contradiction avec les dispositions de la loi du 22 juin 2005.

3. L'intervenant SPS est assuré que chaque détenu engagé dans un processus de médiation, recevra, à tout le moins, un exemplaire d'un éventuel accord écrit avec la victime ou un courrier l'informant de l'inaccessibilité de celle-ci ou de son désintérêt de gérer son indemnisation par le biais de la médiation

En cette fin d'année 2014, ces réunions de formalisation de la collaboration avec les Services Psychosociaux ont déjà eu lieu dans plus de la moitié des prisons francophones et bruxelloises (10 sur 17). Il reste à rencontrer les équipes des prisons d'Arlon, Nivelles, Mons, Tournai, Andenne et Leuze.

Le bilan de ces réunions est globalement très positif à plusieurs niveaux :

- la bonne réceptivité et la compréhension du bien-fondé du dispositif par la plupart des équipes ;

- la légitimation des dispositions prises par les inspecteurs(trices) du SPS central ; cela devrait garantir un meilleur suivi et une plus grande durabilité des engagements par rapport aux réunions précédentes de sensibilisation, souvent informelles et aléatoires ;

- l'implication de la direction dans l'application de ces dispositions avec les retombées plus larges sur le plan de la légitimité et de la qualité de l'organisation des médiations en général.

Précisons enfin qu'une réunion analogue a également été organisée au sein de l'établissement de défense sociale de PAIFVE avec la particularité d'y associer également des représentants de l'équipe soinsLes grands principes et particularités d'une procédure médiation impliquant des auteurs internés avaient déjà été définis depuis plusieurs années[5]. Des expériences concluantes menées en EDS et en annexes psychiatriques avaient confirmé l'utilité de ces interventions. La réunion de PAIFVE a permis de mettre à jour et de mieux formaliser cette procédure en présence de nouveaux intervenants.

Par ailleurs, à la suite de cette réunion et de celle tenue à la prison de Lantin, les inspectrices du SPS central ont encouragé l'idée de procéder à une démarche analogue au niveau des annexes psychiatriques, en concertation avec le responsable SPS en cette matière.

[5]Conclusions du groupe de travail 'justice réparatrice' en 2008…

III. SENSIBILISATION DES SERVICES DE POLICE ET D'AUTRES PARTENAIRES OCCASIONNELS

1. Les services de police

L'état des lieux du partenariat avec les services de police confirme les difficultés pressenties en 2013 tout en ouvrant quelques perspectives d'amélioration.

Depuis l'entrée en vigueur de la circulaire Col 5/2009 intégrant l'offre de médiation dans l'attestation de dépôt de plainte, on pouvait penser que les démarches de sensibilisation auprès de ces services allaient s'avérer moins prioritaires. On pressentait néanmoins deux difficultés majeures:

- Le caractère aléatoire de l'application de cette circulaire et l'imprécision des informations figurant dans l'attestation de dépôt de plainte, notamment, l'absence du nom et des coordonnées du service agréé « loi 2005 » ou le renvoi erroné vers le service de médiation pénale des maisons de justice.

- Le risque d'incompréhension de la part des plaignants de ce qui leur est proposé compte tenu du manque de clarté dans la formulation de l'offre de médiation figurant dans cette même attestation.

Ces difficultés nous avaient conduits à organiser un parcours de sensibilisation auprès d'une sélection de zones de police pour,d'une part, s'assurer de la mention effective de l'offre de médiation dans l'attestation de dépôt de plainte et, d'autre part, tenter de pallier le manque de clarté de la formulation de cette mention par une bonne compréhension au niveau des agents de terrain.

Pour des raisons pratiques évidentes, vu le nombre de réunions à planifier, mais également en raison du refus de certains chefs de zone, il nous a été impossible de toucher tous les policiers de terrain. A ce titre, ilétait donc particulièrement pertinent d'inclure systématiquement les services d'assistance policière aux victimes dans cette vaste concertation. Non seulement, ils sont des partenaires importants en termes de relais d'information directe auprès des victimes mais, de par leur mission, ils peuvent également contribuer à sensibiliser les policiers de leur zone respective.

Cette campagne de sensibilisation assez soutenue menée dans presque tous les arrondissements semblait avoir porté ses fruits (augmentation de 31 à 53 « relais police » entre 2012 et 2013). Mais force est de constater que ce type de sensibilisation classique de type « faire connaissance et faire connaître le service», non soutenue par des dispositions structurelles, ne peut produire que des effets à court terme. Entre 2013 et 2014 on retombe de 53 à 29 « relais police » auteurs et victimes confondus.

Malgré ce constat et compte tenu d'autres priorités, il n'était pas possible de se remobiliser dès cette année dans une amélioration de ce partenariat.Cependant, en fonction de certaines circonstances locales, nous avons été amenés à relancer une concertation ciblée dans quelques zones de police.

L'une d'entre elle aété particulièrement riche en enseignements dans la perspective d'une meilleure approche ultérieure des futures démarches de sensibilisation.[6] Elle avait été organisée à la suite de quelques omissions regrettables de la part dede la police dans des situations où, manifestement, le relai vers un service de médiation aurait été tout à fait opportun.[7]

Cette réunion nous a d'abord permis de comprendre sous un angle un peu différent les raisons de certaines réserves à faire offre de médiation, tant du point de vue des policiers que de celui des assistant(e)s aux victimes.

- Du point de vue des policiers,nous apprenons qu'ils sont régulièrement sous la pression de devoir respecter un grand nombre de directives ou circulaires, et que, dans ces conditions, ils choisissent de donner la priorité à celles qui s'avèrent plus contraignantes, généralement assorties de sanctions en cas de non-respect.

- Quant aux assistant(e)s aux victimes, outre les craintes classiques de victimisation secondaire, nous réalisons qu'elles se forgent un autre type de réticence,également fondé sur une perception erronée de la médiation. Confrontées à des demandes de victimes d'obtenir des informations sur la procédure en cours, elles doivent généralement faire preuve de prudence et distiller des informations en concertation avec les autorités judiciaires. Elles craignent dès lors qu'un service de médiation ne soit amené à communiquer ce type d'information sans être tenu par le même devoir de réserve. Il y avait donc lieu de rappeler qu'une médiation ne s'inscrit pas dans ce registre. Néanmoins,en permettant à la victime de communiquer avec l'auteur, on lui offre la possibilité d'avoir des réponses à d'autres préoccupations qui, au final, peuvent s'avérer plus satisfaisantes et apaisantes que des informations sur la procédure.

A la suite de ces analyses et réflexions, cette réunion a permis de tirer des enseignements utiles pour une meilleure implication des services de police.

Au départ des exemples illustrant des réactions inadéquates face à des demandes d'information sur 'l'autre partie', il se confirme que les policiers se sentent souvent mal à l'aise devant ce type d'interpellation[7]. Dès lors, le renvoi de ces demandes vers un service de médiation pourrait s'avérer une issue à la fois plus utile pour les parties et plus confortable pour les services de police qui se déchargent ainsi d'une tâche embarrassante.

[6] Il s'agit d'une réunion de travail organiséedans Zone de Police d'Ottignies Louvain-La-Neuve en présence du chef de zone, qui assure également la fonction de référent pour les missions « assistance policière aux victimes » dans la province Brabant wallon, de la représentante de l'AP fédérale et d'une représentante des APV locales.

[7]Relevons un exemple relatif à un accident de roulage occasionnant des blessures relativement graves à l'une des parties. Face à l'inquiétude du conducteur sur l'état de santé de la victime et sa volonté de lui rendre visite à l'hôpital, le policier fait le choix de communiquer ses coordonnées à la victime hospitalisée qui ne sait trop bien comment réagir. L'embarras a pu être levé lorsque quelque temps après, les deux parties ont reçu l'offre de médiation formelle émanant du parquet police. Dans la plupart des cas, la police interdit formellement tout contact avec l'autre partie et cela génère d'autres frustrations.

Le chef de zone confirme cette convergence d'intérêts et le fait qu'elle peut s'avérer un levier plus efficace qu'une circulaire pour encourager le recours à la médiation. Ils'engage à faire une note à ses collègues pour leursuggérer une consigne simple et pragmatique : lorsqu'une personne impliquée dans une procédure judiciaire (auteur ou victime) souhaite communiquer ou recevoir des informations de l'autre partie, il la renvoie vers le service de médiation en lui remettant un document d'informations.

Peu après cette réunion, nous apprenons que cette note a bien été envoyée aux collègues de la zone mais également à tous les autres chefs de corps et services d'assistance policière aux victimes de la province du Brabant.

Il sera intéressant de suivre l'évolution de cette initiative et d'envisager de la généraliser dans les autres arrondissements. Nous sommes néanmoins conscients que cette perspective de généralisation reste aléatoire et n'aura vraisemblablement pas de portée structurelle.

De ce point de vue, on ne peut que déplorer à nouveau le manque de clarté et de lisibilité de la formulation de l'offre de médiation dans l'attestation 'dépôt de plainte'. Initialement, cette formulation[8] n'avait pas été conçue pour figurer à cet endroit mais pour être insérée dans la citation et l'invitation à comparaître. Il s'agissait d'une procédure minimaliste mise en place dans quelques arrondissements en 2007(!) pour assurer une première forme d'information générale en attendant la longue gestation de la Col 5/2014. En 2013, nous avions conçu une formulation plus adéquate en concertation avec notre service homologue néerlandophone SUGGNOME et nous avions tenté de la faire adopter par le « groupe expertise médiation » en vue de l'insérer dans l'attestation de dépôt de plainte. Cette proposition n'a malheureusement pas été acceptée. Mais le plus regrettable est que les raisons invoquées nous semblent pas fondées et que nous n'ayons pas eu la possibilité de le démontrer. Ce problème soulève par ailleurs la question plus générale de l'opportunité de relancer l'activité de ce 'groupe expertise médiation' au sein du Collège des Procureurs généraux pour monitorer l'application de la circulaire et de la possibilité d'y intégrer formellement des représentants des services de médiation agréés.

2. Autres partenaires occasionnels

La configuration particulière de certains dossiers nous amène à devoir collaborer de manière occasionnelle avec diverses institutions. Parfois, il s'est avéré utile et intéressant de procéder à une sensibilisation plus approfondie avec certaines d'entre elles. Voici les institutions qui ont été approchées cette année :

[8] *« La loi offre à toute personne impliquée dans une procédure pénale la possibilité de solliciter gratuitement une médiation. Celle-ci peut avoir lieu à chaque stade de la procédure et même au moment de l'exécution de la peine. Une médiation sollicitée par la victime ou l'auteur ne constitue pas une alternative au jugement. Une médiation permet à la victime et à l'auteur, avec l'aide d'une personne neutre, d'établir un dialogue sur les faits et leurs conséquences et de chercher les possibilités de réparation. Pour plus d'informations vous pouvez contacter un service de médiation agréé ou la maison de justice ».*

- Rencontre et échanges avec le **Relais Parents-Enfants** à la prison de **Lantin**(12/03/2014)

- Participation à la **Journée d'information spéciale « prison »** organisée par le **Centre Action Laïque de Libramont** et présentation du service ; occasion de toucher un public varié de professionnels opérant en milieu carcéral.(13/06/2014).

- Participation à la présentation de l'asbl**« Effet Médiation »** qui propose un service de médiation de quartier sur l'arrondissement de **Nivelles** ; intérêt de connaître l'existence de ce type de service pour mieux définir la spécificité et la complémentarité de nos interventions respectives auprès des services de police (12/6/2014).

- Rencontre avec des représentants du **TEC Liège-Verviers** pour une information générale sur le service à l'occasion d'un dossier de coups et blessures sur un conducteur *(02/2014).*

- **A Liège**, à l'occasion de la gestion commune d'un dossier, réunion de sensibilisation plus générale avec les équipes du CLIF, **Centre de Santé Mentale**(09/09/2014), du **Centre Liégeois d'Intervention Familiale** et de l'Unité de psychologie médicale **« Les Pléiades »**(09/04/2014) ;

- A **Verviers,** rencontre avec une représentante de la société de logement **« Logivesdre »**; présentation du service et discussion sur les modalités de collaborations, principalement dans des dossiers de conflits de voisinage.

- Rencontre avec l'association **Parents d'Enfants Victimes de la Route**pour faire état de notre expérience consolidée de médiation dans des dossiers de graves accidents de la route. Une sensibilisation précédente avait déjà eu lieu en 2010 sans beaucoup de retour. Cette rencontre pourrait avoir un meilleur écho en raison du témoignage d'un parent, membre de l'association, qui a solliciter l'intervention de notre service.

- Participation occasionnelle à des réunions de concertation sur la **violence conjugale** dans la mesure où il s'est avéré qu'une participation permanente envisagée initialement n'est pas opportune ; selon les arrondissements, ces réunions sont organisées sous différentes appellations : **« plates-formes violence conjugale »** (Nivelles, Verviers), **« Commission provinciale violences intrafamiliales et entre partenaires »** (Liège).

Nous terminons ce chapitre en faisant état d'une série d'échanges particulièrement significatifs cette année avec des services ou institutions opérant dans le champ de la **justice des mineurs.**

Tout comme les services de police, nous pensons qu'à très court terme, ces contactsne seront plus repris dans la rubrique mineure « partenaires occasionnels ». Le transfert des compétences qui nous concernent et le choix de regrouper au sein

d'un même cabinet les deux administrations « Maisons de Justice » et « Aide à la jeunesse » vont nécessairement promouvoir des synergies et des partenariats naturels entre ces deux secteurs.

Rappelons d'abord que la loi sur la protection de la jeunesse réformée en 2006**prévoit également des procédures de médiation impliquant des mineurs auteurs d'infraction** [9] . Ces nouvelles dispositions avaient été introduites en référence à des expériences pilotes que nous avions menées dans les années '90 avec d'autres services dans les deux communautés linguistiques. Il est intéressant de noter que, du côté francophone, ces mêmes expériences ont généré les principaux axes méthodologiques des projets pilotes de médiation réparatrice pour les majeurs et leur consécration légale dans la loi du 22 juin 2005.

Sur base de cette expertise,nous avons été invité en 2013 à participer à **un groupe de travail créé à l'initiative de la ministre de l'aide à la jeunesse** pour mener une réflexion sur les enjeux de la communautarisation de la justice des mineurs, identifier des opportunités de changement et faire des recommandations. Dans cet exercice, les attentes à notre niveau portaient prioritairement sur une réflexion et des recommandations dans le domaine des offres restauratrices en vue de rendre leur application plus effective et plus adéquate.

Ces recommandations sont reprises dans le **rapport de ce groupe de travail rendu public cette année.** [10] L'une d'entre elles pointe la nécessité d'une meilleure accessibilité de la médiationpour les parties : auteur mineur, ses parents et les victimes. En effet, dans le système judiciaire des mineurs, une médiation ne peut être initiée qu'à la suite d'un mandat du magistrat (parquet ou juge). Or, cette particularité met à mal les dispositions de la loi du 22 juin 2005 qui insère dans le Titre préliminaire du Code de procédure pénalele principe d'un droit à la médiation pour toutes les parties concernées par une procédure judiciaire.

La publication de ce rapport et les recommandations en matière de médiation ont suscité un réel intérêt auprès des services organisant des offres restauratrices.

Aussi, la F.E.M.M.O.[11], fédération regroupant la majorité de ces services,nous a invités à intervenir dans une conférence pour ouvrir un débat sur ces perspectives avec les services concernés (13-10-2014).

Cet intérêt porté à une possible amélioration de l'offre de médiation dans le champ des mineurs se fonde sur des difficultés concrètes générées par les dispositions actuellement en vigueur :

[9]Ces missions sont reprises sous le vocable « Offres Restauratrices » dans la mesure où elles regroupent la « médiation auteur victime » proprement dite et une variante impliquant un plus grand nombre de protagonistes appelée « Concertation Restauratrice en Groupe ». Elles sont organisées par des servicesagrées par la Fédération W.B. sous la dénomination de Services d'Actions Réparatrices (anciennement Services de Prestations Educatives ou Philanthropiques).

[10]« *Communautarisation de certaines dispositions de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » :* http://www.jdj.be/jdj/documents/docs/rapport_final_communautarisation_mars_14.pdf

[11]Fédération des Equipes Mandatées en Milieu Ouvert.

- d'une manière générale, l'offre de médiation restera toujours limitéecar elle ne repose que sur une décision discrétionnaire du magistrat ;
- une victime dont l'auteur est mineur n'a pas le même droit d'accès à une médiation que vis-à-vis d'un auteur majeur.

Nous sommes de temps à autre confronté à ce problème lorsqu'une victime engagée dans une médiation avec un auteur majeur souhaite associer un éventuel co-auteur mineur. Ce cas de figure donne lieu à des concertations avec le service de médiation concerné pour évaluer la possibilité d'obtenir un mandat du juge de la jeunesse pour ce co-auteur en question. Le résultat n'est pas toujours escompté.

Outre ces occasions de concertation relativement habituelles entre les secteurs mineurs-majeurs,[12] deux séries de contacts ont été particulièrement marquantes cette année :

- Des échanges avec le **Service de Protection de la Jeunesse de Verviers** pour évaluer les conditions d'intervention auprès d'une **victime mineure** suivie par le tribunal de la jeunesse dans un cadre protectionnel ; ces échanges ont permis de réfléchir aux modalités de collaboration plus adéquates dans ce type de dossier.

- La participation à une série de réunions organisées par **le service de médiation pour mineurs** de HUY (l'asbl PEP'S) dans le but de mieux connaître et d'améliorer la **collaboration avec les services intervenant auprès des victimes.** Ce type de réunion confirme pleinement la convergence d'intérêts entre les deux secteurs en termes de partenariat. La présence à ces réunions de représentants des trois niveaux d'intervention auprès des victimes *(Assistance policière des 4 zones de police de l'arrondissement*[13]*, Accueil des victimes du parquet, Service d'aide aux victimes)*a même débouché sur une action concrète : la réalisation d'une **brochure commune presque inédite**[14] à l'adresse des victimes,dans laquelle les coordonnées de Médiante sont bien associées à celles des trois autres services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes.

[12]Cette concertation est naturellement plus spontanée dans les arrondissements où Médiante partage les mêmes bureaux que les services d'actions réparatrices pour mineurs (Liège, Charleroi, Marche, Arlon) ; cette année des échanges plus formels ont été suscités avec le service de Mons et un des trois services Bruxellois.
[13] Zones de police de Huy, de Condroz, de Meuse-Hesbaye et de Hesbaye-Ouest.
[14]Une brochure analogue avait été réaliséeil y a quelques années dans l'unique zone de police de l'ancien arrondissement de Marche.

IV. ACTIVITES PARALLELES DANS LES DOMAINES DE LA FORMATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA COMMUNICATION

1. Conférences, séminaires, formations

Il s'agit ici d'interventions dans le cadre de **cours ou de séminaires***(post-graduats, universités),*de **l'accueil de stagiaires** y compris des **stagiaires judiciaires**, de l'accompagnement de mémoires d'étudiants, etc… Par ailleurs, comme nous l'annoncions, cette année a été particulièrement marquée par des **sollicitations de l'étranger**. On observe un intérêt croissant de mieux connaître le **'modèle belge'** de médiation auteur-victime, que ce soit à des fins académiques (mémoires, doctorats) ou dans la perspective de l'adapter et de l'implémenter dans son propre pays.

- ***Interventions au niveau belge***

  - Intervention dans le cadre de la formation organisée par **l'Institut de Formation Judiciaire** sur « La place de la victime dans le système pénal », présentation sous le titre **« La place de la médiation dans une politique en faveur des victimes »** (annexe 4). Cette formation est adressée auxmagistrats du siège et du parquet qui sont candidats respectivement aux fonctions de juge au tribunal de l'application des peines et substitut du procureur du Roi spécialisé en application des peines et aux stagiaires judiciaires de première année (23-24/01/2014).

  - Animation d'un cours sur la médiation dans le champ pénal en dernière année de formation Assistant social, **Ecole de la Provincede Liège**(02/10/14)et dans le cadre du post-graduat en médiation de **l'enseignement de promotion sociale de Seraing** (18-02-2014).

  - Encadrement de 4 stagiaires issus d'un *post-graduat en médiation* (3 à Huy, 1 à Marche) et de 3 **stagiaires judiciaires** (2 à Liège, 1 à Bruxelles).

  - Accompagnement d'un étudiant en criminologie dans le cadre de la réalisation de son mémoire sur le thème « **police et justice réparatrice. »**

  - Présentation du service dans le cadre d'une journée sur le thème de l'enfermement organisée par le **Centre d'Action Laïque Luxembourg** (Libramont 13/06/2014).

  - Intervention au cours de « **psychologie de la médiation » à ULg**, présentation des enjeux de la médiation dans le champ pénal, suivie d'une séance d'échanges entre les étudiants et des intervenants opérant dans d'autres secteurs de la médiation : familiale, scolaire, sociale, en entreprise…(05-05-2014).

  - Intervention au cours de **"Droit de l'exécution des peines"à l'UCL,** pour évoquer les enjeux de la médiationau sein du parcours du détenu, passé en revue par des professionnels de différents secteurs : avocat, directeur de prison, aumônier… (4/11/2014)

- ***Echanges et interventions au niveau international***

  - Accueil d'une représentante d'une **association finlandaise** opérant dans le domaine de la probation et de la libération conditionnelle. Avec le soutien du **ministère de la justice** finlandais, elle met en œuvre un dispositif de **médiation auteur-victime au stade de l'exécution de la peine.** Elle a eu connaissance de notre service lors de notre intervention présentée à la conférence du Forum Européen de Justice Réparatrice tenue à Helsinkien 2012 (26-28/05/2014).

  - Accueil d'une **équipe française l'APCARS** (Association de Politique Criminelle Appliquée et de Réinsertion Sociale) qui a ouvert, le 2 juin 2014, un **Service Régional de Justice Restaurative (SRJR) à Paris.**[15] Cette initiative a été rendue possible suite à une récente modification dans la législation française permettant d'envisager des pratiques restauratrices tout au long de la procédure pénale. Dans ce cadre, la rencontre a été au-delà d'une simple prise de connaissance de notre système. La demande de l'équipe a porté sur des questions très concrètes d'ordre méthodologique et de stratégie de partenariat. A nouveau, cet intérêt de nos voisins français à différents niveaux (stages, partenariat dans de nouveaux projets…) s'inscrit dans le sillage des nombreuses interventions sollicitées durant les années 2012- 2013[16]. A ce moment, notre contribution se situait principalement à un niveau académique.

  - Planification d'un échange avec le **« Contact Service de protection de l'Enfance Argenteuil »** qui souhaite bénéficier de notre expérience de médiation dans des faits d'abus sexuel avec des victimes mineures.

  - Accueil d'une stagiaire française qui ambitionne de développer des projets de justice réparatrice dans **le champ des mineurs en France** après un parcours d'expérience en Belgique et en Nouvelle Zélande.

  - Accueil d'une stagiaire suisse en formation de médiation à **l'Institut Universitaire Kurt Bosch de Sion.**

  - Accueil d'une étudiante en criminologie à **l'université de Stockholm,** souhaitant approfondir les éventuels effets thérapeutiques des pratiques de justice réparatrice au départ de l'exemple belge de programme de médiation en milieu carcéral.

[15] http://www.apcars.fr/le-service-regional-de-justice-restaurative-rencontre-lassociation-mediante

[16] Interventions au colloque sur « La place de la victime au niveau de l'exécution de la peine », organisé par Robert Cario à la faculté de droit de **l'Université de Pau,** aux XXVIIèmes assises nationales des associations d'aide aux victimes organisées par **l'INAVEM** (Institut National pour l'Aide aux Victimes et la Médiation) à Bourg-en Bresse, à une session de formation organisée par **l'ENM** (Ecole Nationale de la Magistrature) à Paris, à un colloque sur la Justice restaurative organisé au Sénat à Paris par la **Fédération protestante de France** età un colloque sur les "les auteurs de violences" organisé par **le Conseil Départemental d'Accès au droit (CDAD)** à Troyes.

- Accueil d'une doctorante espagnole de l´**Université Carlos III de Madrid**, qui mène une recherche sur la relation entre la formation des médiateurs et la qualité du service offert.

- Echanges avec une étudiante italienne de la faculté de droit de **l'Université de Modène - Reggio Emilia**, dans le cadre de son mémoire *« Justice réparatrice et obligatoriété des poursuites »*

- Intervention dans un séminaire européen organisé par **l'Institut de Formation judiciaire** (Belgique) en collaboration avec d'autres partenaires européens (Pays-Bas, Roumanie, Espagne) sur à la position des victimes dans les procédures en référence à **la Directive européenne du 25 octobre 2012** relative aux normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité ; présentation sous le titre***« Victim-offendermediation in serious crime : how to avoid the fear of secondary victimisation »*** *(annexe 5).*

- Organisation conjointe d'un atelier avec Suggnomèlors de la 8ème conférence internationale du *European Forum for Restorative Justice,*intitulée ***« Beyond crime, pathways to desistance, social justice and peacebuilding »***(11-14/06/2014).
  Notre présentationdans l'atelier "***Workingwith the LessonsfromDesistanceResearch in Practice",*** était directement liée à notre implication comme partenaire d'un projet européen de recherche sur la désistance, thématique principale de la conférence (cf.p.21 projets de recherches européens). Nous souhaitions amener une réflexion sur la question délicate desenjeux d'un service de médiation de participer à une recherche sur la désistance (annexe 6).

2. Formations suivies

En raison du caractère spécifique de l'activité de médiation dans le champ pénal telle que conçue au sein du service,nous avons déjà fait part du constat qu'il existe peu de formations susceptibles d'apporter des enseignements et des outils directement applicables. Cependant, même si dans les divers espaces d'intervention évoqués plus haut (colloques, séminaires), nous nous trouvons le plus souvent dans une position « d'exportation d'un modèle », cela constitue néanmoins des moments d'échanges formateurs qui stimulent la réflexion et encouragent des affinements méthodologiques dans notre propre service.

Parallèlement à ces opportunités, nous nous sommes dotés depuis plusieurs années de structures de réflexion interne pour améliorer nos outils d'interventions et gérer les nouvelles questions générées par la diversification des situations prises en charge. Nous organisons donc de manière permanente desgroupes d'intervision, des groupes de travail thématique et des réunions plénières. Celles-ci ont pour fonction de finaliser les options méthodologiques élaborées en d'autres lieux et de garantir une politique de service cohérente.

Nous avons déjà rendu compte des thématiques qui ont été approfondies au cours des années précédentes (voir rapports respectifs).

Cette année, nous avons fait le choix de revisiter le cadre méthodologique des premiers entretiens respectifs avec les auteurs et les victimes, à l'entame d'un processus de médiation.

Même si les grands principes étaient relativement clairs et bien intégrés par l'ensemble des intervenants, il devenait nécessaire de les identifier et les nommer de manière plus précise pour assurer une meilleure harmonisation des pratiques. L'enjeu n'était pas de formater les entretiens mais d'établir une grille commune minimale en vue de faciliter la collaboration entre collègues dans les situations où, pour des raisons d'éloignement géographique, le premier entretien avec chacune des parties doit être assuré par deux médiateurs différents.

Cette configuration est fréquente dans des dossiers où les auteurs et victimes appartiennent à des communautés linguistiques différentes. Dans ce cas,la différence de langue se superpose à l'éloignement géographique et requière des phases d'intervention séparées entre médiateurs de MEDIANTE et de SUGGNOME.

Ce travail de clarification sur des « standards minimum communs » d'intervention entre médiateurs sera vraisemblablement fort utile pour faciliter la collaboration entre les deux services. Parallèlement, nos collègues néerlandophones avaient fait le même constat de la nécessité préalable d'une harmonisation accrue au sein de leur propre service. Aussi, pour faciliter le partage de cette réflexion commune et sa traduction dans des modalités concrètes de collaboration, une structure de concertation permanente a été créée entre les deux associations.

Cet espace de réflexion en interne n'exclut évidemment pas la possibilité de saisir les opportunités intéressantes qui se présentent en matière de modules de formation ou de conférence; en voici l'inventaire pour cette année.

- Participation à la journée d'étude sur la thématique du secret professionnel et du secret professionnel partagé organisée par le Service d'Etude et de Documentation Sociales (SEDS) : **« Le Secret Professionnel, Quoi dire et à Qui ? »** au Centre culturel de Libramont(04/02/2014).

- Participation à la journée d'étude sur les **20 ans de la médiation pénale** par le service communication de la Direction Générale Maisons de justice en collaboration avec l'INCC (10/02/2014).

- Participation à la formation de base en médiation auteur-victime délivrée par l'équipe du ROJAQ(regroupement des organismes de justice alternative du Québec) (02/2014).

- Participation à une colloque organisé par L'Association syndicale de magistrats sur la thématique générale de la médiation dans différents secteurs **« La Médiation pénale en 2014 – actions pour un bond en avant »**(03/06/2014).

- Participation de pratiquement tous les médiateurs de Médiante au colloque organisé par l'association « Paroles d'Enfants » : **« Comment accompagner sans s'épuiser »** (5-6/06/2014). Ce colloque a constitué un moment important au sein de l'équipe dans la mesure où il faisait écho à des attentes qui allaient au-delà des besoins classiques de formation d'ordre méthodologique. Il répondait à un questionnement d'ordre plus personnel sur la résonnance émotionnelle générée dans la durée par la pénibilité des situations suivies.La participationcollective à ce colloque avait ainsi pour objectif de mieux identifier le niveau de risque de traumatisme vicariant au sein du service et les dispositions institutionnelles les plus appropriées pour le gérer.

- Participation à un séminaire de formation à LEUVEN organisé par les partenaires d'un projet européen visant à favoriser la diffusion et l'accessibilité des pratiques restauratrices **« The Accessibility and Initiation for Restorative Justice"**(14-15/05/2014).

3. Projets de recherche européens

Outre les participations à des conférences ou à des échanges internationaux évoqués précédemment, nous avons été impliqués à des degrés différents dans trois projets européens de recherche portant respectivement sur les thèmes suivants :

- *L'incidence des pratiques restauratrices sur le processus de **désistance.***
- *La pertinence des pratiques restauratrices dans des faits **d'abus sexuels.***
- *La **motivation des victimes** à participer à une démarche restauratrice.*

a) Le projet de recherche européen sur la **désistance**a été introduit en 2012 par le**« European forum of Restorative Justice »** auprès de la Commission Européenne[17].Il a démarré en mars 2013 et prend fin en décembre 2014. C'est celui dans lequel notre service a été le plus impliqué en tant que partenaire effectif.

Le projets'est articulé autour de trois pays partenaires : l'Autriche, la Belgique et L'Irlande du Nord. Le choix de ces pays a été déterminé par l'existence au sein de chacun d'eux de pratiques et de dispositions légales bien établies en matière de justice réparatrice. Il y a deux institutions partenaires par pays, l'une assurant la fonction de recherche proprement dite et l'autre la fonction de service d'intervention. Au niveau belge, c'est l'unité de criminologie de la K.U.L. qui assurait le pole recherche ainsi que la coordination de l'ensemble du projet.

[17]Il a été introduit sous le nom : « ***Desistance and Restorative Justice: Mechanisms for desisting from crime within restorative justice practices*" ;** nous avions déjà fait état de notre début de participation dans notre rapport 2013 et joint le plan de la recherche en annexe.

L'implication de Médiante s'est située au niveau de trois missions.

- L'aide à la **constitution de la base de données** selon les critères définis par les options méthodologiques de la recherche; cela impliquait également des contacts directs auprès des auteurs sélectionnés pour évaluer leur accord et leur disponibilité à participer à un entretien avec la chercheuse. Cette tâche a mobilisé l'ensemble de l'équipe.

- La participation aux quatre réunions du comité de pilotage prévues dans le projet, deux ont eu lieu en 2013 et deux cette année.

- La participation à l'organisation en Belgique de l'un des trois ateliersprévus par le projet dans chaque pays partenaire ; l'objectif de ces ateliers étant de faire un état des lieux de l'avancement de la recherche et d'ouvrir un débat avec un panel de professionnels et de responsables politiques intéressés par la thématique. L'atelier en Belgique s'est tenu à la faculté de droit de Leuven (24/04/2014) sous le titre « La désistance et la justice restauratrice, une exploration des mécanismes des processus restaurateurs qui soutiennent la désistance »avec l'octroi très apprécié d'une facilité linguistique pour les participants francophones (cf.annexe7).

b) Le second projet de recherches'intitule« Developing integrated responses to sexual violence: An interdisciplinary research project on the potential of restorative justice ».[18] Il vise à évaluer dans quelle mesure une pratique restauratrice peut contribuer à offrir une réponse adéquate dans des infractions à caractère sexuel. Dans ce cas, Mediante n'était pas un partenaire à part entière mais nous avons été sollicités en tant qu'organisme pouvant témoigner d'une certaine expertise dans le domaine de la recherche en question.

   Notre contribution a été requise à trois niveaux :

   - Répondre à un questionnaire sur la manière dont le service se positionne par rapport à des infractions à caractère sexuel et la manière de les gérer dans le cadre d'une médiation.

   - Participer à une interview pour une prise de connaissance plus approfondie de notre expérience. Cette interview a été réalisée à la K.U.Leuven(06/05/2014). Elle s'inscrit dans le cadre de visites d'études programmées dans tous les pays partenaires.(annexe 8)

   - A défaut de pouvoir faire une présentation formelle, assurer une participation active à la Conférence finale du projet organisée à Leuven du 12 au 14 novembre 2014.

[18] Il a été introduit par l'Institut de Criminologie de Louvain (LINK) et s'inscrit également dans le cadre de projets financés par la Commission Européenne ; les autres partenaires étant des universités ou instituts de recherche *d'Irlande, d'Allemagne, des Pays-Bas, de Norvège, du Danemark et de Grande Bretagne.*

c) La troisième recherche qui nous a mobilisés ne s'inscrit pas quant à elle dans le cadre d'un financement de la Commission européenne. Elle est menée par l'Université de Sheffield (Royaume-Uni) sous la direction du professeur Joanna Shapland. Elle vise à comprendre « les raisons pour lesquelles des victimes d'infractions pénales décident de participer à une médiation auteur-victime ou à une conférence réparatrice, et à détecter une éventuelle évolution des raisons avancées par le répondant entre le début de l'intervention et son achèvement ». (annexe 9)

   Dans cette étude, notre rôle a été de solliciter l'accord des victimes pour participer à deux entretiens avec la chercheuse : l'un au début et l'autre à la fin du processus de médiation.

   Ces trois recherches ont été menées ou se terminent cette année. Les résultats feront probablement l'objet de publications officielles dont on pourra rendre compte dans notre prochain rapport.

4. Communication et média

Nous avons déjà eu l'occasion de faire l'inventaire des différents reportages documentaires et articles de presse portant sur l'activité du service. On a pu observer qu'il s'agissait **majoritairement de média français**. Tout comme les propositions d'échanges de bonnes décrites plus haut, les premières expériences en matière de justice réparatrice en France et la récente ouverture sur le plan législatif à laquelle nous avons déjà fait référence, semblent expliquer cet engouement des media français à s'intéresser au « modèle belge ».

Pour des raisons de priorité et de disponibilité, nous avons dû fortement limiter nos choix. Entre 2012 et 2014, nous avons seulement accepté de participer à la réalisation d'un documentaire et d'un reportage TV. Ces réalisations ont toutes deux été diffusées cette année.

Le documentaire intitulé ***'Justice Réparatrice'***a été diffusé en boucle sur**BeTV**durant plusieurs mois au cours de l'année; ce canal de diffusion s'est avéré particulièrement efficace pour toucher la population de détenus. Le reportage TV a été réalisé pour l'émission de **France 2 'Présence protestante'**, sous le titre ***"La justice restaurative. Quand détenus et victimes se parlent".*** Il a été diffusé le dimanche 16 février 2014.

En ce qui concerne le documentaire,nous étions au départ assez réservés par rapport à l'approche proposée par le réalisateur[19]. Il souhaitait prendre le temps de bien s'intégrer dans une médiation en cours et filmer des entretiens, voire des rencontres de médiation en direct, plutôt que des témoignages à postériori. Jusque-là, pour des raisons à la fois pratiques et déontologiques, nous avions toujours refusé cetype de réalisation.

[19]Guy Beauché, réalisateur pour la maison de production française « Bonne Pioche », qui nous avait déjà approchés en 2009 pour ce projet.

Nous avons finalement fait le choix de l'accepter pour deux raisons. Au contact d'autres professionnels du secteur, nous nous sommes ouverts à l'hypothèse qu'une approche plus directe pourrait avoir un meilleur impact en termes de sensibilisation. Par ailleurs, à la suite d'une réflexion menée au sein d'un groupe de travail proposé par la DG Maison de Justice[20], nous avons pu nous assurer de la faisabilité d'une telle démarche pour autant qu'elle respecte des critères déontologiques bien clairs.

Le bilan de cette réalisationa été le suivant.

- Cela a nécessité unemobilisation beaucoup plus importante du service que lors de précédents enregistrements à postériori.
- Des séquences intéressantes ont pu être captées avec des témoignages porteurs d'un point de vue pédagogique.
- Compte tenu de la plus grande difficulté d'obtenir ces témoignages en direct et de les faire coïncider avec la disponibilité du réalisateur, on peut au final déplorer un manque de représentativité sur l'ensemble du documentaire.
- Cela nous a invités à réfléchir sur le rapport coût humain et bénéfice pédagogique de ce type de réalisation.

V. ARRONDISSEMENT GERMANOPHONE D'EUPEN

Comme nous l'annoncions dans la note introductive, le transfert de certaines compétencesen matière de justice concerne également la Communauté germanophone. A cette occasion il nous a paru utile de faire un compte rendu plus spécifique de notre activité sur cet arrondissement.

D'une certaine manière, ce transfert de compétences a été involontairement anticipé en 2011 lorsque le Ministère des affaires sociales du Gouvernement germanophone avait accepté d'établir une convention de financement complémentaire avec notre service pour desservir l'arrondissement d'Eupen.Cette convention a couvert les années 2012-2014 et le nouveau gouvernement semble disposé à la prolonger en 2015 et à intégrercette nouvelle mission dans le cadre de ses nouvelles compétences.

Rappelons que cette décision de financement avait été motivée par deux facteurs : l'impossibilité d'obtenir une extension de cadre au niveau fédéral, d'une part,et l'entrée en vigueur de la circulaire COL 5/2009 mentionnant l'offre de médiation dans l'attestation de dépôt de plainte, d'autre part. Cette première information officielle auprès des plaignants mettait explicitement en évidencel'absence de service pour répondre aux éventuelles demandes.

[20]Groupe de travail sur la déontologie et le rapport aux média, voir rapport 2013.

En fait, bien avant 2012, nous avions déjà entamé une série de contacts et d'initiatives pour préparer une implémentation à part entière du service. Cela a débuté par la prise en charge de quelques dossiers où les parties intéressées pouvaient s'exprimer en français. Puis, en restant dans l'enveloppe budgétaire, nous avons pu engager un premier médiateur germanophone à temps (très) partiel et (très) limité. Outre le traitement des première demandes de médiation, il a surtout contribué,en concertation avec les autorités judicaires locales,à traduire en allemand les premiers outils d'information de base (courriers, dépliants d'information…).

La convention de financement de 2012 et l'engagement d'une médiatrice parfaitement bilingue,nous a permis de développer l'activité de manière plus fonctionnelle et plus reconnue.

Un comité d'accompagnement avec des membres du cabinet et de l'administration a été créé pour suivre l'évolution de l'implémentation et se montre très attentif aux difficultés rencontrées. Un rapport d'activité plus détaillé est communiqué annuellement (annexe 10). L'essentiel des informations figurant dans ce rapportspécifique ont généralement été reprises dans ce rapport général. Il y a lieu cependant d'apporter une précision sur le plan des informations quantitatives présentéesdans le tableau des prises en charge sur Eupen (p.36). Ce tableau ne mentionne que les médiations dont le dossier de référencea été traité par l'autorité judiciaire de l'arrondissement, alors que l'activité prise en compte au sein de la Communauté germanophone inclut également des dossiers ouverts dans d'autres arrondissements, mais dont une des parties est germanophone.

Quant à la problématique générale rencontrée sur cet arrondissement, on pourrait faire, à échelle réduite, une analogie avec les difficultés rencontrées de manière récurrentes dans des arrondissements francophones.

- Absence de tout relais provenant de la maison de justice. Ce problème est assez interpellant au vu des nombreux échanges préparatoires et de la volonté initiale de collaboration ; il y a soit une difficulté de comprendre la plus-value d'une procédure de médiation en complément des missions maisons de justice,soitune difficulté à l'intégrer dans le cadre formellement défini de ces missions.

- Précarité de l'offre de médiation avant jugement. En 2012, le parquetdécide desupprimer l'information systématique dans la citation (il est vrai qu'elle était peu efficace sous sa forme en vigueur à ce moment) et de se limiter à encourager les magistrats à faire offre de médiation dans des infractions ayant occasionné un préjudice personnalisé. On connait les limites de ce dispositif : les renvois sont très limités et le peu d'affaires orientées vers une médiation concernent le plus souvent des conflits de voisinage ou intrafamiliaux.

- Malgré de bons contacts avec les services intervenant auprès des victimes (assistance, accueil et aide), beaucoup de réticences subsistent pour intégrer un service de médiation dans ce réseau.

Au regard de ces trois grands nœuds de difficultés, on peut à nouveau faire une analogie avec la situation en Fédération W.B. :

- La perspective d'une nette amélioration de l'offre avant jugement par l'application de la circulaire « devoir d'information»

- La perspective d'un meilleur partenariat avec « la » maison de justice d'Eupen et d'autres services d'aide aux personnes dès lors qu'ils se retrouvent sous le même pouvoir de tutelle que le service de médiation.

- La volonté des autorités politiques compétentes de s'investir pour bien définir les complémentarités et consolider les partenariats.

RAPPORT D'ACTIVITE QUANTITATIF

Période de janvier à décembre 2014

MODE D'INTERPRÉTATION DES TABLEAUX

- ***Tableau 1** : Nombre de **médiations enregistrées** au cours du trimestre, au départ des **demandes** formulées par un auteur ou une victime ; ces demandes sont réparties par **niveau d'intervention** dans la procédure pénale.*

- ***Tableau 2** : Nombre de **médiations effectives,** c'est à dire toutes **les médiations qui se seront avérées faisables** dans la mesure où l'on a pu établir un contact avec les deux parties ; ce nombre est évalué sur base des demandes figurant dans le tableau précédent.*

- ***Tableau 3** : Répartition des acteurs judiciaires qui ont servi de **relais aux demandes de médiation.***

*Ces données sont présentées au niveau **de chaque antenne locale** du service.*

*Les données **cumulées** des **« tableaux 1 »** au terme d'une année civile, représenteront **toutes les demandes de médiations enregistrées** entre le 1er janvier et le 31 décembre.*

*Les données **cumulées** des **« tableaux 2 »** représenteront toutes les **médiations effectives** issues des demandes figurant au tableau 1. Le total de ces médiations effectives sur quatre trimestres servirait d'indicateur de **l'adéquation aux quotas de prise en charges définis par l'arrêté de subventionnement.***

I. TABLEAUX STATISTIQUES PAR SERVICE

1. Antenne d'Arlon

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement		*2*	*5*		***7***
Avant Poursuites					
Classement sans Suite	*1*		*1*		***2***
Condamné et Incarcéré	*1*	*3*	*3*	*4*	***11***
Détention Préventive	*1*	*1*	*1*		***3***
Interné					
Libération Conditionnelle		*6*	*2*		***8***
Liberté Provisoire					
Post Judiciaire		*1*		*1*	***2***
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**3**	**13**	**12**	**5**	**33**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement		*2*	*4*		***6***
Avant Poursuites					
Classement sans Suite			*1*		***1***
Condamné et Incarcéré	*1*	*2*	*1*	*4*	***8***
Détention Préventive	*1*				***1***
Interné					
Libération Conditionnelle		*4*	*2*		***6***
Post Judiciaire		*1*		*1*	***2***
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**2**	**9**	**8**	**5**	**24**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties		**2**	**5**		**7**
Citation		*2*	*5*		*7*
Juge Instruction					
Parquet					
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	**1**	**9**	**6**	**3**	**19**
Avocat de l'Auteur					
Demande spontanée de l'auteur	*1*	*2*	*5*	*3*	***11***
Maison de Justice		*6*	*1*		***7***
Police					
Service d'aide aux Justiciables		*1*			***1***
Service Interne Prison					
Autres					
Relais « victime »	**2**	**2**	**1**	**2**	**7**
Assistante Policière aux Victimes					
Avocat Victime					
Demande spontanée de la Victime	*1*	*1*		*1*	***3***
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice			*1*	*1*	***2***
Police					
Service d'Aide aux Justiciables	*1*	*1*			***2***
Autres					
TOTAL	***3***	***13***	***12***	***5***	***33***

2. Antenne de Bruxelles

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*1*	*1*		*1*	***3***
Avant Jugement	*35*	*5*	*5*	*5*	***50***
Avant Poursuites	*5*	*9*	*3*	*11*	***28***
Classement sans Suite	*4*				***4***
Condamné et Incarcéré	*13*	*13*	*20*	*4*	***50***
Détention Préventive	*3*	*2*	*2*	*10*	***17***
Hors Dépôt de Plainte		*1*			***1***
Interné	*1*	*2*	*2*	*1*	***6***
Libération Conditionnelle		*6*	*1*	*4*	***11***
Post Judiciaire		*1*	*1*		***2***
Probation	*1*				***1***
Surveillance Electronique			*1*	*.3*	***4***
TOTAL	**63**	**40**	**35**	**39**	**177**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive		*1*		*1*	***2***
Avant Jugement	*24*	*2*	*3*	*3*	***32***
Avant Poursuites	*3*	*6*	*2*	*8*	***19***
Classement sans Suite	*4*				***4***
Condamné et Incarcéré	*8*	*7*	*9*	*1*	***25***
Détention Préventive	*2*	*2*	*2*	*6*	***12***
Hors Dépôt de Plainte		*1*			***1***
Interné		*2*	*2*	*1*	***5***
Libération Conditionnelle		*2*		*3*	***5***
Post Judiciaire		*1*	*1*		***2***
Probation	*1*				***1***
Surveillance Electronique			*1*	*1*	***2***
TOTAL	**42**	**24**	**20**	**24**	**110**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	**35**	**10**	**2**	**13**	**60**
Citation	*3*	*2*	*2*		*7*
Juge d'Instruction	*1*	*1*			*2*
Parquet	*30*	*7*		*13*	*50*
TAP					
Tribunal	*1*				*1*
Relais « auteur »	**22**	**25**	**28**	**26**	**101**
Avocat auteur	*4*	*3*		*3*	*10*
Demande spontanée	*11*	*21*	*9*	*14*	*55*
Maison de Justice			*2*	*3*	*5*
Police			*2*		*2*
Service d'Aide aux Justiciables	*1*			*4*	*5*
Service Interne Prison	*6*	*1*	*15*	*2*	*24*
Autres					
Relais « victime »	**6**	**5**	**5**		**16**
Assistante Policière aux victimes			*1*		*1*
Avocat Victime					
Demande spontanée	*2*	*1*	*4*		*7*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice		*1*			*1*
Police					
Service d'Aide aux Justiciables		*1*			*1*
Autres	*4*	*2*			*6*
TOTAL	**63**	**40**	**35**	**39**	**177**

3. Antenne de Charleroi

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*1*		*2*	*2*	***5***
Avant Jugement	*3*	*5*	*10*	*8*	***26***
Avant Poursuites					
Classement sans Suite	*1*				***1***
Condamné et Incarcéré	*18*	*11*	*16*	*1*	***46***
Détention Préventive	*7*	*14*	*4*		***25***
Interné	*2*	*3*			***5***
Libération Conditionnelle	*3*	*3*	*11*		***17***
Post Judiciaire					
Probation		*1*			***1***
Surveillance Electronique	*1*			*3*	***4***
TOTAL	**36**	**37**	**43**	**14**	**130**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*1*		*2*		***3***
Avant Jugement	*3*	*5*	*9*	*3*	***20***
Avant Poursuites					
Classement sans Suite	*1*				***1***
Condamné et Incarcéré	*14*	*11*	*16*		***41***
Détention Préventive	*5*	*12*	*4*		***21***
Interné	*2*	*1*			***3***
Libération Conditionnelle	*3*	*2*	*6*		***11***
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**29**	**31**	**37**	**3**	**100**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***3***	***5***	***9***	***6***	***23***
Citation		*4*		*1*	*5*
Juge Instruction					
Parquet	*3*	*1*		*5*	*9*
TAP					
Tribunal			*9*		*9*
Relais « auteur »	***30***	***24***	***29***	***8***	***91***
Avocat de l'Auteur				*2*	*2*
Demande spontanée	*6*	*5*	*13*		*24*
Maison justice	*3*	*2*	*13*		*18*
Police					
Service d'Aide aux Justiciables	*18*	*14*	*3*	*6*	*41*
Service Interne Prison	*3*	*3*			*6*
Autres					
Relais « victime »	***3***	***8***	***5***		***16***
Assistante policière aux Victimes					
Avocat Victime					
Demande Spontanée	*1*	*2*	*2*		*5*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice	*1*	*6*	*3*		*10*
Police					
Service d'Aide aux Justiciables	*1*				*1*
Autres					
TOTAL	**36**	**37**	**43**	**14**	**130**

4. Antenne de Dinant

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*3*	*2*			***5***
Avant Jugement			*4*		***4***
Avant Poursuites	*1*				***1***
Classement sans Suite					
Condamné et Incarcéré	*1*				***1***
Détention Préventive		*3*	*5*	*1*	***9***
Interné					
Libération Conditionnelle					
Liberté Provisoire	*4*				***4***
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**9**	**5**	**9**	**1**	**24**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*1*	*2*			***3***
Avant Jugement			*2*		***2***
Avant Poursuites					
Classement sans Suite					
Condamné et Incarcéré	*1*				***1***
Détention Préventive		*3*	*5*	*1*	***9***
Interné					
Libération Conditionnelle					
Liberté Provisoire	*3*				***3***
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**5**	**5**	**7**	**1**	**18**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties					
Citation					
Juge d'Instruction					
Parquet					
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***6***	***2***	***9***	***1***	***18***
Avocat de l'Auteur			*1*		*1*
Demande Spontanée	*3*		*2*		*5*
Maison de Justice	*3*				*3*
Police					
Service d'Aide aux Justiciables		*1*	*4*	*1*	*6*
Service Interne Prison		*1*			*1*
Autres			*2*		*2*
Relais « victime »	***3***	***3***			***6***
Assistante Policière aux Victimes					
Avocat Victime					
Demande Spontanée	*1*	*3*			*4*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice					
Police					
Service d'Aide aux Justiciables	*1*				*1*
Autres relais Victime	*1*				*1*
TOTAL	**9**	**5**	**9**	**1**	**24**

5. Antenne d'Eupen

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*1*				***1***
Avant Jugement					
Avant Poursuites	*1*	*3*	*1*		***5***
Classement sans Suite					
Condamné et Incarcéré					
Détention Préventive					
Interné					
Libération Conditionnelle					
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**2**	**3**	**1**	**0**	**6**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*1*				***1***
Avant Jugement					
Avant Poursuites	*1*	*3*	*1*		***5***
Classement sans Suite					
Condamné et Incarcéré					
Détention Préventive					
Interné					
Libération Conditionnelle					
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**2**	**3**	**1**	**0**	**6**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***1***	***2***			***4***
Citation					
Juge Instruction					
Parquet	*1*	*2*	*1*		*4*
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***1***	***1***			***2***
Avocat de l'Auteur					
Demande Spontanée		*1*			*1*
Maison de Justice					
Police	*1*				*1*
Service d'Aide aux Justiciables					
Service Interne Prison					
Autres					
Relais « victime »					
Assistante Policière aux Victimes					
Avocat Victime					
Demande Spontanée					
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice					
Police					
Service d'Aide aux Justiciables					
Autres relais Victime					
TOTAL	**2**	**3**	**1**	**0**	**6**

6. Antenne de Huy

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*2*		*2*		***4***
Avant Jugement	*1*	*1*	*5*	*1*	***8***
Avant Poursuites				*2*	***2***
Classement sans suite					
Condamné et Incarcéré	*11*	*10*	*12*	*8*	***41***
Détention Préventive	*1*	*8*			***9***
Interné				*1*	***1***
Libération Conditionnelle					
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique	*2*	*1*			***3***
TOTAL	**17**	**20**	**19**	**12**	**68**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive			*2*		***2***
Avant Jugement	*1*	*1*	*2*		***4***
Avant Poursuites				*2*	***2***
Classement sans Suite					
Condamné et Incarcéré	*8*	*4*	*6*	*1*	***19***
Détention Préventive	*1*	*1*			***2***
Interné				*1*	***1***
Libération Conditionnelle					
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique	*1*				***1***
TOTAL	**11**	**6**	**10**	**4**	**31**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***3***	***1***	***5***	***1***	***10***
Citation			*5*		*5*
Juge d'Instruction	*2*	*1*		*1*	*4*
Parquet					
TAP					
Tribunal	*1*				*1*
Relais « auteur »	***14***	***19***	***13***	***8***	***54***
Avocat Auteur	*1*	*2*			*3*
Demande spontanée	*6*	*9*	*5*	*4*	*24*
Maison de Justice	*2*	*1*	*1*		*4*
Police					
Service d'Aide aux Justiciables	*3*	*5*	*7*	*4*	*19*
Service Interne Prison	*2*	*2*			*4*
Autres					
Relais « victime »			***1***	***3***	***4***
Assistante Policière aux Victimes			*1*	*2*	*3*
Avocat de la Victime					
Demande Spontanée				*1*	*1*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice					
Police					
Service d'Aide aux Justiciables					
Autres					
TOTAL	**17**	**20**	**19**	**12**	**68**

7. Antenne de Liège

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement	*2*	*1*	*1*		***4***
Avant Poursuites	*4*	*3*	*4*	*2*	***13***
Classement sans suite			*1*		***1***
Condamné et Incarcéré	*21*	*22*	*15*	*23*	***81***
Détention Préventive	*4*	*5*	*1*		***10***
Interné				*2*	***2***
Libération Conditionnelle	*4*	*1*	*1*	*2*	***8***
Liberté Provisoire					
Post Judiciaire	*1*	*2*	*3*		***6***
Probation		*1*			***1***
Surveillance Electronique	*1*			*1*	***2***
TOTAL	**37**	**35**	**26**	**30**	**128**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement	*2*		*1*		***3***
Avant Poursuites	*4*	*2*	*4*	*2*	***12***
Classement sans suite			*1*		***1***
Condamné et Incarcéré	*15*	*16*	*13*	*15*	***59***
Détention Préventive	*3*	*5*	*1*		***9***
Interné				*1*	***1***
Libération Conditionnelle	*4*	*1*	*1*	*2*	***8***
Liberté Provisoire					
Post Judiciaire		*2*	*3*		***5***
Probation		*1*			***1***
Surveillance Electronique	*1*				***1***
TOTAL	**29**	**27**	**24**	**20**	**100**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***2***		***2***		***4***
Citation					
Juge d'Instruction					
Parquet	*2*		*2*		*4*
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***28***	***30***	***19***	***26***	***103***
Avocat auteur	*1*	*6*		*3*	*10*
Demande spontanée	*19*	*10*	*9*	*16*	*54*
Maison de Justice	*2*			*1*	*3*
Police Auteur					
Service d'Aide aux Justiciables	*2*	*4*			*6*
Service interne prison	*3*	*10*	*4*	*3*	*20*
Autre relais Auteur	*1*		*6*	*3*	*10*
Relais « victime »	***7***	***5***	***5***	***4***	***21***
Assistante Policière aux Victimes					
Avocat victime			*2*		*2*
Demande spontanée	*4*	*3*	*1*	*2*	*10*
Dépôt de Plainte	*1*		*1*		*2*
Maison de Justice					
Police Victime					
Service d'Aide aux Justiciables	*1*				*1*
Autre Relais Victime	*1*	*2*	*1*	*2*	*6*
TOTAL	**37**	**35**	**26**	**30**	**128**

8. Antenne de Marche

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement	*3*			*4*	***7***
Avant Poursuites	*1*	*1*			***2***
Classement sans suite					
Condamné et Incarcéré	*32*	*7*	*5*	*5*	***49***
Détention Préventive					
Interné					
Libération Conditionnelle					
Post Judiciaire					
Probation		*4*	*3*		***7***
Surveillance Electronique					
TOTAL	**36**	**12**	**8**	**9**	**65**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement				*4*	***4***
Avant Poursuites		*1*			***1***
Classement sans suite					
Condamné et Incarcéré	*20*	*6*	*2*	*1*	***29***
Détention Préventive					
Interné					
Libération Conditionnelle					
Post Judiciaire					
Probation		*2*	*3*		***5***
Surveillance Electronique					
TOTAL	**20**	**9**	**5**	**5**	**39**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***3***			***3***	***6***
Citation	*3*			*3*	*6*
Juge d'instruction					
Parquet					
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***32***	***9***	***5***	***6***	***52***
Avocat Auteur			*1*		*1*
Demande Spontanée	*11*	*1*		*3*	*15*
Maison de Justice	*1*	*2*			*3*
Police					
Service d'Aide aux Justiciables	*20*	*4*	*4*		*28*
Service Interne Prison		*2*		*1*	*3*
Autre relais Auteur				*2*	*2*
Relais « victime »	***1***	***3***	***3***		***7***
Assistante Policière aux Victimes					
Avocat Victime					
Demande Spontanée	*1*	*2*	*3*		*6*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice					
Police		*1*			*1*
Service d'Aide aux Justiciables					
Autre Relais Victime					
TOTAL	**36**	**12**	**8**	**9**	**65**

9. Antenne de Mons

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive			*1*		***1***
Avant Jugement	*2*	*1*	*2*	*3*	***8***
Avant Poursuites	*2*	*4*	*1*	*1*	***8***
Classement sans suite	*1*				***1***
Condamné et Incarcéré	*13*	*17*	*5*	*17*	***52***
Détention Préventive	*6*				***6***
Interné					
Libération Conditionnelle				*2*	***2***
Post-Judiciaire	*2*	*1*		*1*	***4***
Probation	*10*	*9*	*3*	*1*	***23***
Surveillance Electronique					
TOTAL	**36**	**32**	**12**	**25**	**105**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive			*1*		***1***
Avant Jugement		*1*	*1*	*2*	***4***
Avant Poursuites	*2*	*4*	*1*	*1*	***8***
Classement sans Suite	*1*				***1***
Condamné et Incarcéré	*7*	*16*	*3*	*11*	***37***
Détention Préventive	*2*				***2***
Interné					
Libération Conditionnelle				*1*	***1***
Post-Judiciaire	*1*	*1*			***2***
Probation	*7*	*6*	*3*	*1*	***17***
Surveillance Electronique					
TOTAL	**20**	**28**	**9**	**16**	**73**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***1***			***2***	***3***
Citation				*2*	*2*
Juge d'instruction					
Parquet	*1*				*1*
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***26***	***24***	***9***	***16***	***75***
Avocat Auteur	*1*				*1*
Demande spontanée	*9*	*16*	*5*	*14*	*44*
Maison justice	*7*	*5*	*3*	*2*	*17*
Police Auteur					
Service d'Aide aux Justiciables	*3*	*1*			*4*
Service interne prison	*6*	*2*			*8*
Autres			*1*		*1*
Relais « victime »	***9***	***8***	***3***	***7***	***27***
Assistante Policière aux Victimes	*2*	*3*	*1*		*6*
Avocat Victime					
Demande Spontanée	*2*	*3*	*2*	*6*	*13*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice	*1*				*1*
Police Victime					
Service d'Aide aux Justiciables	*4*	*2*			*6*
Autre Relais Victime				*1*	*1*
TOTAL	**36**	**32**	**12**	**25**	**105**

10. Antenne de Namur

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*4*			*1*	***5***
Avant Jugement	*6*	*2*	*6*	*1*	***15***
Avant Poursuites	*1*	*1*		*1*	***3***
Classement sans Suite			*2*		***2***
Condamné et Incarcéré	*5*	*3*	*4*	*9*	***21***
Détention Préventive	*10*	*2*	*3*	*7*	***22***
Hors Dépôt de Plainte		*2*			***2***
Interné	*1*			*2*	***3***
Libération Conditionnelle	*3*	*6*	*2*		***11***
Observation	*1*				***1***
Post Judiciaire	*1*	*1*	*1*	*4*	***7***
Probation	*1*	*2*	*3*	*5*	***11***
Surveillance Electronique					
TOTAL	**33**	**19**	**21**	**30**	**103**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*3*			*1*	***4***
Avant Jugement	*4*	*2*	*6*	*1*	***13***
Avant Poursuites	*1*	*1*		*1*	***3***
Classement sans Suite			*2*		***2***
Condamné et Incarcéré	*4*	*3*	*1*	*9*	***17***
Détention Préventive	*3*	*2*	*3*	*4*	***12***
Hors Dépôt de Plainte		*2*			***2***
Interné	*1*			*2*	***3***
Libération Conditionnelle	*3*	*6*	*1*		***10***
Observation	*1*				***1***
Post Judiciaire	*1*	*1*	*1*	*4*	***7***
Probation	*1*	*2*	*2*	*5*	***10***
Surveillance Electronique					
TOTAL	**22**	**19**	**16**	**27**	**84**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***6***	***2***	***7***	***1***	***16***
Citation	*2*	*2*	*6*		*10*
Juge d'Instruction					
Parquet	*4*		*1*	*1*	*6*
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***21***	***14***	***7***	***24***	***66***
Avocat de l'auteur				*3*	*3*
Demande spontanée	*8*	*1*	*4*	*2*	*15*
Maison de Justice	*4*	*8*		*1*	*13*
Police Auteur			*1*		*1*
Service d'Aide aux Justiciables	*6*	*1*		*4*	*11*
Service Interne Prison	*3*	*4*	*2*	*14*	*23*
Autre Relais Auteur					
Relais « victime »	***6***	***3***	***7***	***5***	***21***
Assistante Policière aux Victimes		*2*			*2*
Avocat de la Victime					
Demande spontanée	*6*		*6*	*5*	*17*
Dépôt de Plainte		*1*			*1*
Maison de Justice			*1*		*1*
Police Victime					
Service d'Aide aux Justiciables					
Autre Relais Victime					
TOTAL	**33**	**19**	**21**	**30**	**103**

11. Antenne de Neufchâteau

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement	*2*	*3*		*2*	***7***
Avant Poursuites					
Classement sans Suite					
Condamné et Incarcéré	*5*	*4*	*9*	*1*	***19***
Détention Préventive	*2*	*3*			***5***
Interné					
Libération Conditionnelle					
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**9**	**10**	**9**	**3**	**31**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement	*2*	*1*		*2*	***5***
Avant Poursuites					
Classement sans Suite					
Condamné et Incarcéré	*4*	*2*	*5*	*1*	***12***
Détention Préventive	*2*	*2*			***4***
Interné					
Libération Conditionnelle					
Post Judiciaire					
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**8**	**5**	**5**	**3**	**21**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***2***	***2***		***2***	***6***
Citation	*2*	*1*		*2*	*5*
Juge d'Instruction					
Parquet		*1*			*1*
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***7***	***8***	***9***		***24***
Avocat Auteur	*2*				*2*
Demande spontanée		*1*			*1*
Maison de Justice					
Police					
Service d'Aide aux Justiciables	*5*	*5*	*9*		*19*
Service Interne Prisons		*2*			*2*
Autre Relais Auteur					
Relais « victime »				***1***	***1***
Assistante Policière aux Victimes					
Avocat Victime					
Demande Spontanée				*1*	*1*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice					
Police Victime					
Service d'Aide aux Justiciables					
Autre relais Victime					
TOTAL	**9**	**10**	**9**	**3**	**31**

12. Antenne de Nivelles

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive		*2*			***2***
Avant Jugement		*1*	*1*	*1*	***3***
Avant Poursuites	*6*	*2*	*2*		***10***
Classement sans Suite	*3*		*1*	*1*	***5***
Condamné et Incarcéré	*32*	*23*	*17*	*31*	***103***
Détention Préventive	*2*		*2*	*13*	***17***
Interné					
Libération Conditionnelle	*1*	*1*		*1*	***3***
Post Judiciaire	*4*				***4***
Probation				*1*	***1***
Surveillance Electronique	*1*				***1***
TOTAL	**49**	**29**	**23**	**48**	**149**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive		*2*			***2***
Avant Jugement		*1*		*1*	***2***
Avant Poursuites	*4*	*2*	*2*		***8***
Classement sans Suite	*3*			*1*	***4***
Condamné et Incarcéré	*17*	*13*	*12*	*15*	***57***
Détention Préventive	*1*		*2*	*8*	***11***
Interné					
Libération Conditionnelle	*1*	*1*			***2***
Post Judiciaire	*4*				***4***
Probation					
Surveillance Electronique					
TOTAL	**30**	**19**	**16**	**25**	**90**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***8***	***1***	***5***	***1***	***15***
Citation					
Juge d'Instruction	*4*		*4*	*1*	*9*
Parquet	*4*		*1*		*5*
TAP		*1*			*1*
Tribunal					
Relais « auteur »	***33***	***25***	***18***	***43***	***119***
Avocat auteur	*2*	*3*		*2*	*7*
Demande spontanée	*17*	*12*	*15*	*12*	*56*
Maison de Justice				*1*	*1*
Police Auteur					
Service d'Aide aux Justiciables	*8*	*7*	*1*	*24*	*40*
Service interne prison	*6*	*3*		*3*	*12*
Autre Relais Auteur			*2*	*1*	*3*
Relais « victime »	***8***	***3***		***4***	***15***
Assistante policière aux Victimes	*1*				*1*
Avocat Victime					
Demande Spontanée	*6*	*1*		*3*	*10*
Dépôt de Plainte		*2*			*2*
Maison de Justice					
Police Victime					
Service d'Aide aux Justiciables				*1*	*1*
Autre Relais Victime	*1*				*1*
TOTAL	**49**	**29**	**23**	**48**	**149**

13. Antenne de Tournai

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*2*				***2***
Avant Jugement	*2*		*1*	*6*	***9***
Avant Poursuites			*1*		***1***
Classement sans suite			*1*		***1***
Condamné et Incarcéré	*3*	*5*	*5*	*6*	***19***
Détention Préventive				*1*	***1***
Hors Dépôt de Plainte			*2*		***2***
Interné					
Libération Conditionnelle			*1*		***1***
Post Judiciaire	*3*	*2*			***5***
Probation	*4*		*1*		***5***
Surveillance Electronique					
TOTAL	**14**	**7**	**12**	**13**	**46**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*2*				***2***
Avant Jugement			*1*	*1*	***2***
Avant Poursuites					
Classement sans suite			*1*		***1***
Condamné et Incarcéré	*2*	*5*	*2*	*5*	***14***
Détention Préventive				*1*	***1***
Hors Dépôt de Plainte			*1*		***1***
Interné					
Libération Conditionnelle			*1*		***1***
Post Judiciaire	*2*	*2*			***4***
Probation	*3*		*1*		***4***
Surveillance Electronique					
TOTAL	**9**	**7**	**7**	**7**	**30**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties	***2***			***6***	***8***
Citation	*2*			*3*	*5*
Juge d'Instruction					
Parquet				*3*	*3*
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***9***	***6***	***8***	***6***	***29***
Avocat Auteur					
Demande Spontanée	*3*	*2*	*3*	*5*	*13*
Maison de Justice	*4*		*2*		*6*
Police Auteur					
Service d'Aide aux Justiciables	*2*	*3*	*1*	*1*	*7*
Service Interne Prison		*1*	*2*		*3*
Autre Relais Auteur					
Relais « victime »	***3***	***1***	***4***	***1***	***9***
Assistante Policière aux Victimes	*1*			*1*	*2*
Avocat Victime					
Demande Spontanée	*2*	*1*	*2*		*5*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice			*1*		*1*
Police Victime					
Service d'Aide aux Justiciables			*1*		*1*
Autre relais Victime					
TOTAL	**14**	**7**	**12**	**13**	**46**

14. Antenne de Verviers

Tableau 1 : demandes de médiation enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive				*1*	***1***
Avant Jugement					
Avant Poursuites	*1*		*2*		***3***
Classement sans suite		*2*			***2***
Condamné et Incarcéré	*11*	*10*	*17*	*6*	***44***
Détention Limitée					
Détention Préventive	*1*				***1***
Interné					
Libération Conditionnelle	*1*	*2*	*2*	*1*	***6***
Post Judiciaire	*1*				***1***
Probation	*4*		*1*	*1*	***6***
Surveillance Electronique		*1*	*2*	*1*	***4***
TOTAL	**19**	**15**	**24**	**10**	**68**

Tableau 2 : médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive					
Avant Jugement					
Avant Poursuites	*1*		*2*		***3***
Classement sans suite		*2*			***2***
Condamné et Incarcéré	*6*	*6*	*11*	*1*	***24***
Détention Limitée					
Détention Préventive					
Interné					
Libération Conditionnelle	*1*	*2*	*2*		***5***
Post Judiciaire	*1*				***1***
Probation	*4*				***4***
Surveillance Electronique			*2*	*1*	***3***
TOTAL	**13**	**10**	**17**	**2**	**42**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1

PARTENAIRES RELAIS	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	Total
Offre judiciaire aux deux parties					
Citation					
Juge d'Instruction					
Parquet					
TAP					
Tribunal					
Relais « auteur »	***18***	***13***	***21***	***10***	***62***
Avocat Auteur					
Demande spontanée	*13*	*10*	*21*	*8*	*52*
Maison de Justice	*3*	*1*		*2*	*6*
Police Auteur	*1*				*1*
Service d'Aide aux Justiciables	*1*	*1*			*2*
Service Interne Prison					
Autre Relais Auteur		*1*			*1*
Relais « victime »	***1***	***2***	***3***		***6***
Assistante Policière aux Victimes		*1*	*1*		*2*
Avocat Victime					
Demande spontanée			*2*		*2*
Dépôt de Plainte					
Maison de Justice					
Police Victime	*1*				*1*
Service d'Aide aux Justiciables					
Autre Relais Victime		*1*			*1*
TOTAL	**19**	**15**	**24**	**10**	**68**

II. DONNEES GLOBALES TOUS ARRONDISSEMENTS CONFONDUS

Tableau 1 : demandes de médiations enregistrées au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*14*	*5*	*5*	*5*	***29***
Avant Jugement	*56*	*21*	*40*	*31*	***148***
Avant Poursuites	*22*	*23*	*14*	*17*	***76***
Classement sans suite	*10*	*2*	*6*	*1*	***19***
Condamné et Incarcéré	*166*	*128*	*128*	*115*	***537***
Détention Limitée					
Détention Préventive	*37*	*38*	*18*	*32*	***125***
Hors Dépôt de Plainte		*3*	*2*		***5***
Interné	*4*	*5*	*2*	*6*	***17***
Libération Conditionnelle	*12*	*25*	*20*	*10*	***67***
Liberté Provisoire	*4*				***4***
Observation	*1*				***1***
Post-Judiciaire	*12*	*8*	*5*	*6*	***31***
Probation	*20*	*17*	*11*	*8*	***56***
Surveillance Electronique	*5*	*2*	*3*	*8*	***18***
TOTAL	**363**	**277**	**254**	**239**	**1133**

Tableau 2 : ***médiations effectives issues des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014***

Niveaux d'intervention	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL
Alternative à la Détention Préventive	*8*	*5*	*5*	*2*	***20***
Avant Jugement	*36*	*15*	*29*	*17*	***97***
Avant Poursuites	*16*	*19*	*12*	*14*	***61***
Classement sans suite	*9*	*2*	*5*	*1*	***17***
Condamné et Incarcéré	*107*	*91*	*81*	*64*	***343***
Détention Limitée					
Détention Préventive	*20*	*27*	*17*	*20*	***84***
Hors Dépôt de Plainte		*3*	*1*		***4***
Interné	*3*	*3*	*2*	*5*	***13***
Libération Conditionnelle	*12*	*18*	*13*	*6*	***49***
Liberté Provisoire	*3*				***3***
Observation	*1*				***1***
Post-Judiciaire	*9*	*8*	*5*	*5*	***27***
Probation	*16*	*11*	*9*	*6*	***42***
Surveillance Electronique	*2*		*3*	*2*	***7***
TOTAL	**242**	**202**	**182**	**142**	**768**

Tableau 3 : répartition des partenaires judiciaires ayant relayé les demandes reprises au tableau 1
(↳ p.4 ↳ p.7)

PARTENAIRES RELAIS	1ER TRIMESTRE	2EME TRIMESTRE	3EME TRIMESTRE	4EME TRIMESTRE	TOTAL /RELAIS	%
Offre judiciaire aux deux parties	**66**	**25**	**36**	**35**	**162**	***14.3%***
Citation	12	11	18	11	**52**	
Juge instruction	7	2	4	2	**15**	
Parquet	45	11	5	22	**83**	
TAP		1			**1**	
Tribunal	2		9		**11**	
Relais « auteur »	**248**	**209**	**181**	**177**	**815**	***71.9%***
Avocat auteur	11	14	2	13	**40**	
Demande Spontanée	107	91	91	81	**370**	
Maison de Justice	29	25	22	10	**86**	
Police Auteur	2		3		**5**	
Service d'Aide aux Justiciables	69	47	29	44	**189**	
Service Interne Prison	29	31	23	23	**106**	
Autre Relais Auteur	1	1	11	6	**19**	
Relais « victime »	**49**	**43**	**37**	**27**	**156**	***13.8%***
Assistante Policière aux Victimes	4	6	4	3	**17**	
Avocat victime			2		**2**	
Demande spontanée	26	17	22	19	**84**	
Dépôt de Plainte	1	3	1		**5**	
Maison de Justice	2	7	6	1	**16**	
Police Victime	1	1			**2**	
Service d'Aide aux Justiciables	8	4	1	1	**14**	
Autre Relais Victime	7	5	1	3	**16**	
TOTAL	**363**	**277**	**254**	**239**	**1133**	

Tableau 4 : demandes de médiations enregistrées par établissement pénitentiaire impliquant un auteur détenu au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

ETABLISSEMENTS	Détention/Internement	Détention Préventive/Observation	TOTAL
ANDENNE	84		84
ARLON	10	4	14
BERKENDAEL	1	1	2
DINANT	1	9	10
FOREST	8	6	14
HUY	25	9	34
ITTRE	75	1	76
JAMIOULX	32	26	58
LANTIN	65	10	75
MARCHE	58		58
MARNEFFE	13		13
MONS	49	5	54
NAMUR	20	26	46
NIVELLES	32	16	48
PAIFVE	1		1
SAINT- GILLES	42	10	52
ST-HUBERT	18	1	19
TOURNAI	18	1	19
VERVIERS	1	1	2
AUTRES I.D.S.	1		1
ETABL. NL			
TOTAL	**554**	**126**	**680**

Tableau 5 : médiations effectives par établissement pénitentiaire issues de l'ensemble des demandes introduites au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2014

ETABLISSEMENTS	Détention/Internement	Détention Préventive/Observation	TOTAL
ANDENNE	54		54
ARLON	8	2	10
BERKENDAEL		1	1
DINANT	1	9	10
FOREST	6	4	10
HUY	9	2	11
ITTRE	41	1	42
JAMIOULX	26	22	48
LANTIN	50	9	59
MARCHE	38		38
MARNEFFE	8		8
MONS	33	1	34
NAMUR	18	16	34
NIVELLES	20	10	30
PAIFVE			
SAINT- GILLES	20	7	27
ST-HUBERT	11		11
TOURNAI	11	1	12
VERVIERS	1		1
AUTRES I.D.S.	1		1
ETABL. NL			
TOTAL	**356**	**85**	**441**

ANNEXES

(en fichiers électroniques)

1. Principes d'une collaboration structurelle entre les Services d'Aide aux Détenus et le service Médiante.

2. Modèle de document remis au détenu par le SPS ou le SAD pour l'informer des objectifs de la médiation et des modalités concrète de bénéficier du service.

3. Brochure commune à l'attention des victimes sur l'arrondissement de HUY

4. Présentation power point de l'intervention dans le cadre de la formation des magistrats organisée par l'IFJ : ***« la place de la médiation dans une politique en faveur des victimes ».***

5. Présentation power point de l'intervention dans le cadre du séminaire européen organisé par le service international de l'Institut de Formation Judiciaire : ***« V.O.M in serious crimes : how to avoid the fear of secondaryvitimization »*.**

6. Le texte de l'intervention dans l'atelier sur la « désistance » à Belfast : ***« Lessonsfromdesistanceresearch in practice».***

7. Programme du séminaire organisé en Belgique (Leuven) dans le cadre du projet de recherche européen sur la désistance.

8. Programme de la visite d'étude dans le cadre du projet de recherche européen sur le potentiel de la justice réparatrice en matière de violence sexuelle.

9. Projet de recherche de l'Université de Sheffield ***« Etude d raisons motivant la participation à une intervention réparatrice ».***

10. Rapport spécifique sur l'arrondissement germanophone d'Eupen